



## Analyse & résultats

Décembre 2015

### Un revenu agricole durablement malmené

**Le constat est fait : depuis le début des années 2000, le revenu agricole est soumis à des variations importantes. Le phénomène, loin de s'atténuer, prend une ampleur difficilement prévisible, ce qui rend la gestion des exploitations délicate.**

Les résultats annuels des exploitations agricoles subissent communément des variations qui se traduisent directement sur le revenu que l'exploitant tire de son activité. Cette variabilité a plusieurs causes. Certaines sont caractéristiques de l'activité agricole et agissent directement sur la production animale comme végétale : ce sont les accidents climatiques ou les zoonoses qui vont impacter les volumes produits et leur qualité. D'autres causes plus récentes, sont de nature économique et concernent la volatilité des cours des matières premières, impactant produits et moyens de production agricoles. A ces facteurs, s'ajoutent la technicité de

l'exploitant, son niveau d'endettement et d'investissement, la valeur ajoutée qu'il peut créer sur l'exploitation et les choix qu'il fait pour tenter de s'affranchir des aléas des marchés.

#### Un constat

L'observation du revenu agricole sur les 25 dernières années corrigé des effets de l'inflation, permet de mettre en évidence plusieurs constats.

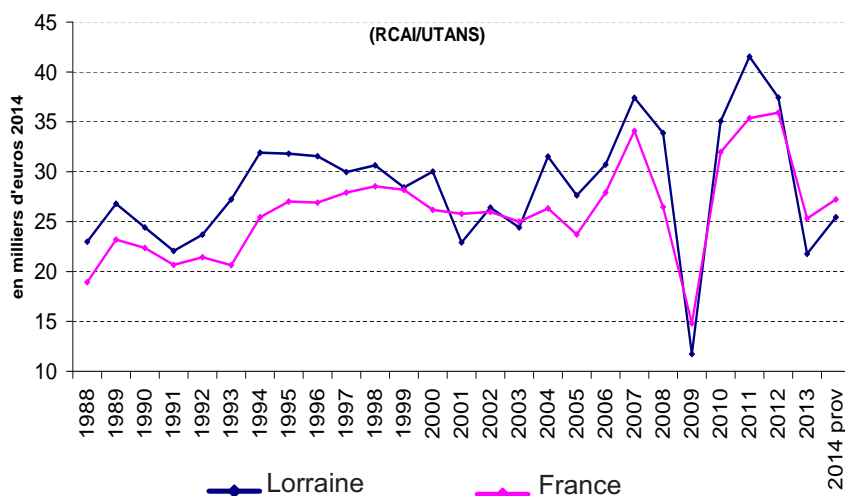
A la fin des années 80 - début 90, le revenu lorrain est d'environ 25 000 euros. A cette époque, les excédents céréaliers sont importants et l'Union européenne envisage de modifier ses soutiens afin de

limiter l'envolée de son budget agricole. La PAC se réforme donc, et bascule d'une politique de soutien des prix des productions par des mécanismes d'intervention, vers une politique d'aides directes aux exploitations. Le revenu s'en trouve conforté, il augmente puis se maintient aux alentours de 30 000 euros jusqu'au début des années 2000.

Depuis lors, le revenu agricole est soumis à de brutales variations d'une année sur l'autre. Le phénomène, que l'on observe au niveau national, est plus accentué en région lorraine, du fait du peu de diversification des productions et de structures d'exploitations plus grandes.

Ces variations du revenu agricole résultent principalement de l'instabilité des cours des matières premières observée au niveau mondial, d'abord sur le marché de l'énergie puis sur ceux des produits agricoles. Les incidences se ressentent sur les coûts de production et sur le chiffre d'affaires réalisé par les exploitations. Aujourd'hui, après avoir subi une évolution en dents de scie, le revenu lorrain est de même niveau qu'au début des années 90. Entre 2009, qui fut l'année la plus noire, et 2011, celle du meilleur résultat, le rapport est de 3,5. Sur la période 2011 - 2013, seules 12% des exploitations lorraines ont vu leur revenu augmenter. Les autres ont enregistré une perte de revenu qui, pour 47% d'entre elles, a été supérieure à 50%. Cela concerne majoritairement des exploitations de grandes cultures et de polyculture-élevage.

#### Un revenu accidenté



Source : SSP - RICA, comptes provisoires 2014

Un focus sur les résultats 2013 montre que toutes orientations confondues, 18% des exploitations lorraines ont eu un revenu négatif et 26% un revenu compris entre 0 et 15 000 euros par unité de travail non salarié.

Seul un tiers des exploitations a dégagé un revenu supérieur à 30 000 euros par unité de travail non salarié.

Les résultats de 2014, encore sujets à ajustement à l'heure actuelle, devraient montrer un léger redressement par rapport à 2013 mais pourraient situer le revenu lorrain en deçà du niveau moyen national.

## Le revenu des céréaliers le plus sensible aux variations du marché

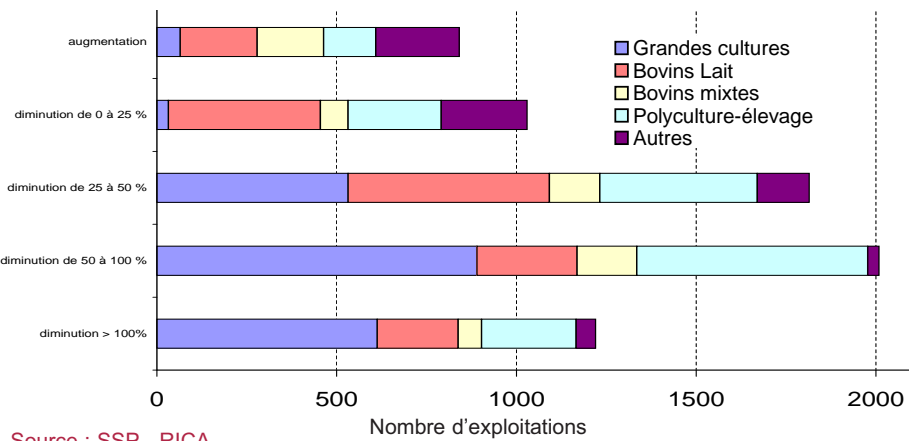
Les évolutions très marquées que l'on observe en moyenne régionale peuvent être étudiées plus finement selon les spécialisations. Les exploitations céralières ont toujours eu les revenus les plus élevés comparés aux autres spécialisations. Cependant, ce sont également les exploitations les plus sujettes aux fortes amplitudes de variation.

La baisse des cours des céréales touche de façon différente une exploitation de grandes cultures, au travers de ses ventes, et une exploitation d'élevage, au travers de ses charges d'alimentation. Ce qui s'avère dommageable pour l'une peut être bénéfique pour l'autre. Une exploitation de polyculture-élevage peut, elle, tirer partie de la diversité et de la complémentarité de ses productions ; ainsi quand la conjoncture est mauvaise pour les céréales, l'exploitant peut orienter une part plus importante de sa production végétale vers l'alimentation de ses animaux plutôt que vers la vente, insuffisamment rémunératrice.

## La volatilité : un phénomène difficile à prévoir

La volatilité a toujours existé sur les marchés agricoles, mais aujourd'hui l'ampleur du phénomène est démultipliée et forte-

## Evolution du revenu lorrain entre 2011 et 2013 (RCAI/UTANS)



Source : SSP - RICA

**Lecture :** 1 815 exploitations voient leur revenu diminuer de 25 à 50 % entre 2011 et 2013 : 532 en grandes cultures, 560 en bovins lait, 140 en bovins mixtes, 438 en polyculture-élevage et 145 dans les autres spécialisations.

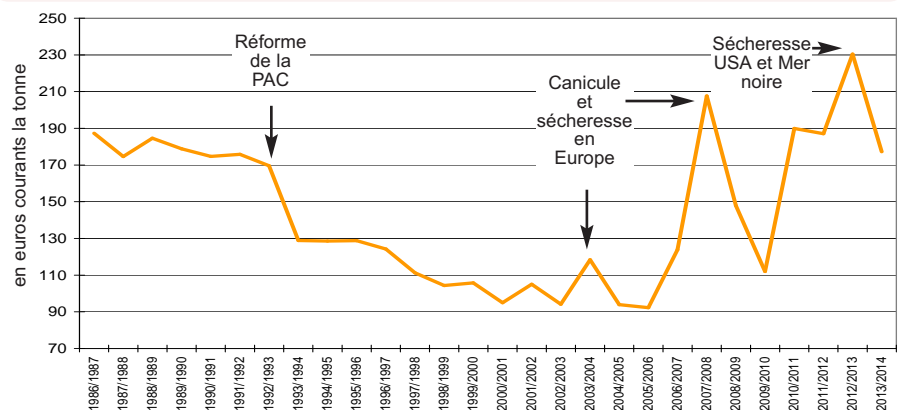
ment dommageable, à bien des niveaux, de la sécurité alimentaire à la pérennité des exploitations. Voici quelques éléments qui montrent que les marchés agricoles ont des caractéristiques spécifiques et que divers facteurs peuvent rendre difficilement prévisible le comportement des cours mondiaux :

- \* les produits alimentaires sont des biens de première nécessité, par conséquent le prix influe peu sur la demande ;

- \* la demande est aujourd'hui stimulée par les pays émergents qui aspirent à une consommation plus riche, notamment en protéines animales ;

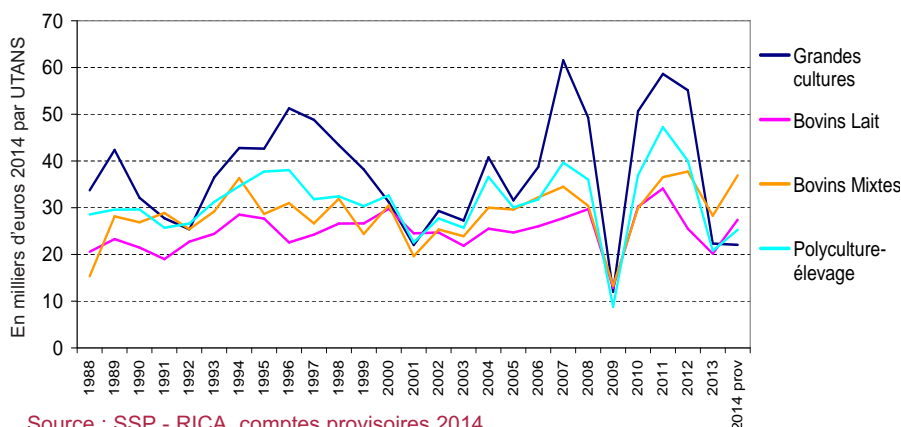
- \* l'offre, en plus d'être soumise aux aléas climatiques, est nécessairement saisonnière, notamment en production végétale. Donc si besoin est d'adapter la production à la demande, il faut attendre la campagne suivante ;

## Prix du blé payé au producteur lorrain



Source : FranceAgriMer

## Revenu lorrain selon les OTEX



Source : SSP - RICA, comptes provisoires 2014

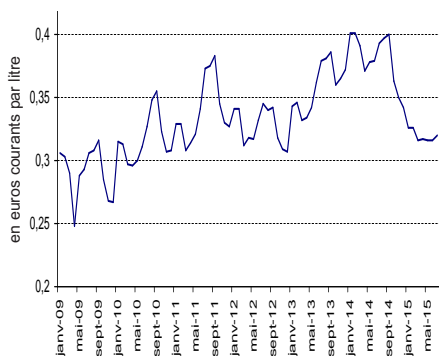
- \* la filière des biocarburants a été fortement encouragée, diminuant ainsi les surfaces consacrées à l'alimentation humaine ;

- \* la financiarisation des marchés des matières premières agricoles s'est développée, permettant la spéculation au travers de différents instruments financiers ;

- \* le contexte géopolitique influe sur les marchés, comme l'a montré l'embargo russe sur les produits alimentaires ;

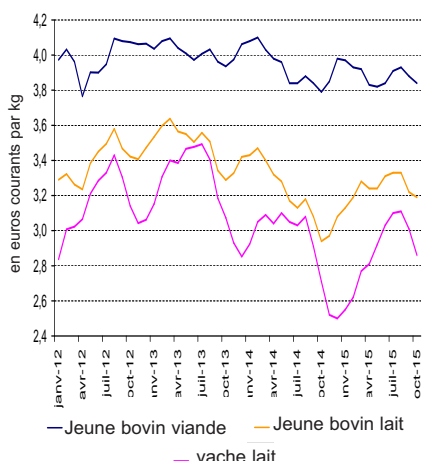
- \* la libéralisation des marchés : comme par exemple le marché du lait, du fait de la suppression des quotas depuis avril 2015.

### Prix du litre de lait payé au producteur lorrain



Source : FranceAgriMer, enquête mensuelle laitière

### Prix des bovins payés au producteur lorrain

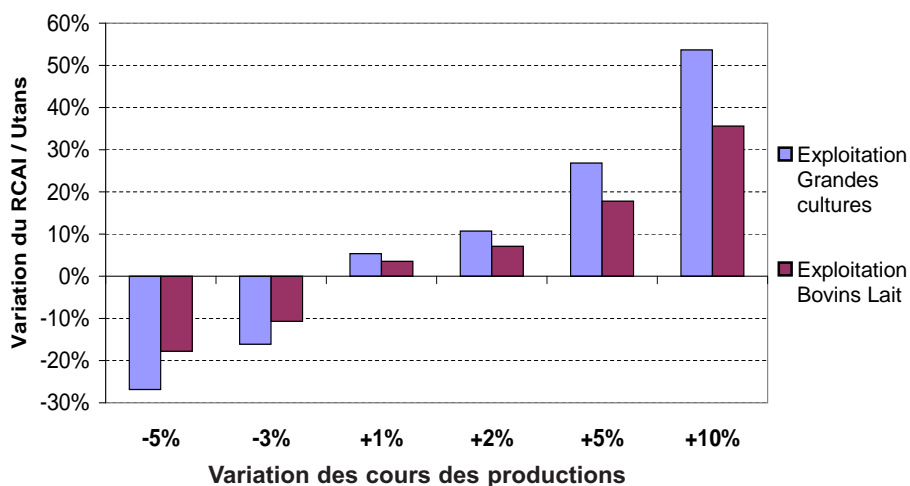


Source : FranceAgriMer, cotations Gros Bovins Entrée Abattoir, commission Nord-Est

### Quantifier l'impact de la variation des cours sur le revenu

Les résultats du RICA 2013 ont été utilisés pour illustrer l'impact de la variation des cours des productions végétales sur le revenu d'une exploitation spécialisée en grandes cultures et celui de la variation du prix du lait sur une exploitation spécialisée en production laitière. Le revenu a ainsi été recalculé en faisant varier la valeur de la production de l'exercice, sans modifier aucun autre paramètre. Cette simulation est purement théorique et ne préjuge pas des effets liés à la conjoncture, comme les stratégies d'adaptation choisies par l'exploitant pour tirer le meilleur profit de la situation économique.

### Un impact fort sur le revenu lorrain



Source : RICA 2013

En moyenne, dans une exploitation céréalière en 2013, 84% de la valeur totale de la production a été réalisée par les productions végétales. On applique une augmentation théorique de 5% des cours de l'ensemble des grandes cultures, ce qui pour le blé correspond à un prix de campagne payé au producteur non plus à 180€/t mais à 189€/t. La valeur de la production augmente alors de 4,2%. Le revenu (RCAI / UTANS) s'en trouve considérablement conforté puisqu'il enregistre une progression de 27%. La production totale d'une exploitation laitière lorraine est réalisée à 81% par l'atelier animal, qui regroupe à la fois les ventes de lait et de viande. Une augmentation de 5% du prix du lait, de 340 € à 357 € les mille litres, aura un impact moins fort du fait de la plus grande diversité des ventes. Néanmoins, la production augmente de 3,1% et le revenu progresse de 18%.

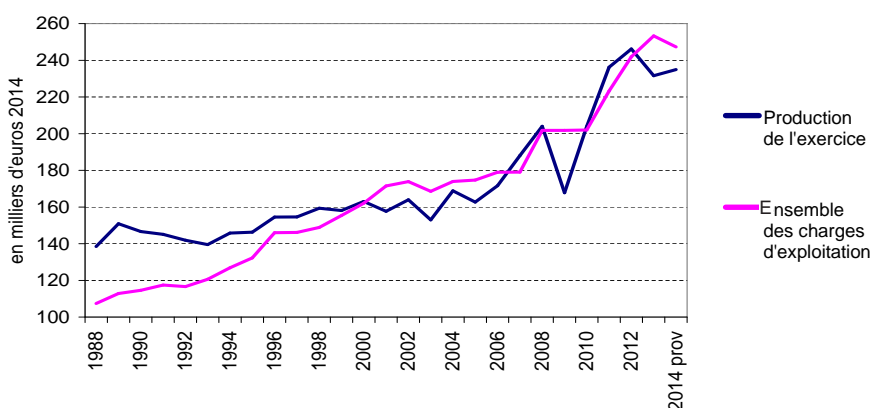
exploitation est spécialisée, et c'est le cas des exploitations de céréales et oléagineux, plus elle est dépendante des cours des matières premières qu'elle produit.

### Des charges trop lourdes au regard de la production

La valeur moyenne de la production par exploitation s'est envolée de 25% entre 2007 et 2014. Depuis 1988, c'est une progression de 70% que l'on enregistre. Cependant, l'ensemble des charges (consommations intermédiaires, charges de personnel, dotation aux amortissements et autres charges) a une progression plus forte encore : +38% sur la période 2007-2014, et 130% depuis 1988. Depuis le début des années 2000, la tendance générale est que la production ne suffit plus à couvrir la valeur des charges, donc des coûts de production : ce sont les subventions PAC et les aides nationales, qui viennent corriger la production et permettre ainsi de dégager un revenu.

Bien évidemment, une même variation à la baisse des prix entraîne des pertes de revenu de même ampleur. Plus une

### Une production qui ne suffit plus à couvrir les charges



Source : SSP - Indicateurs de revenu, compte provisoire lorrain 2014

## Des subventions qui tiennent pleinement leur rôle

La Politique Agricole Commune, en rompant avec sa politique d'intervention sur les prix, a orienté les aides du 1<sup>er</sup> pilier vers un soutien des revenus, une large proportion des aides est donc directement versée aux exploitations indépendamment de leurs productions. Le 2<sup>ème</sup> pilier de la PAC intervient selon un principe de cofinancement Europe-Etat sur des actions agri-environnementales et de développement rural. Peuvent également s'ajouter des aides nationales, des exonérations de charges sociales, des aides aux filières et de crises...

Ainsi, en 2013, une exploitation lorraine a reçu en moyenne 51 800 euros d'aides, tous types de subventions confondus ; ce qui représente 59% de l'Excédent Brut d'Exploitation, indicateur permettant de mesurer la rentabilité de l'exploitation. Depuis 2010, année d'application du bilan de santé de la PAC, jusqu'en 2014, (cinq années pendant lesquelles les règles d'application des aides ont été homogènes) l'ensemble des subventions a représenté, selon les spécialisations et les années, de 64 à 178% du revenu.

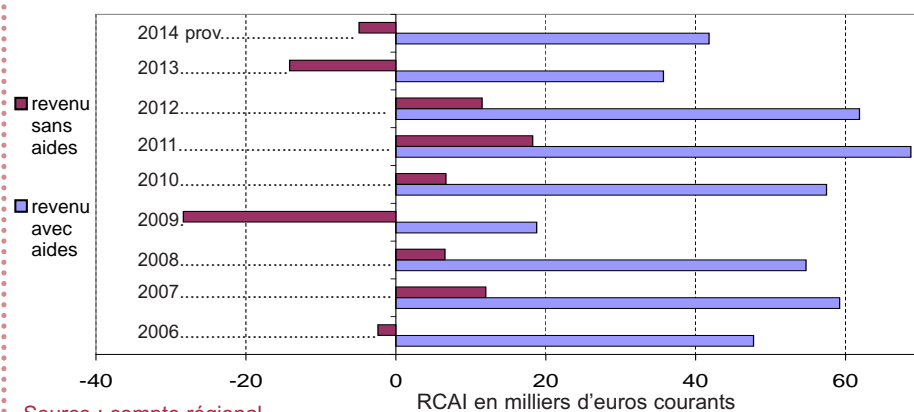
Face à ce contexte économique instable, l'exploitant doit trouver les moyens de limiter le risque d'exposition de son entreprise afin d'en assurer la pérennité. Adapter sa production, constituer des réserves de trésorerie, s'assurer un meilleur prix en jouant de la financiarisation des marchés, sont aujourd'hui des stratégies nécessaires pour endiguer les conséquences de l'instabilité des cours.

### Définitions :

**Le résultat courant avant impôt (RCAI)** est égal à la somme de la production et des subventions de laquelle sont déduits les consommations intermédiaires, les charges de personnels, les impôts et taxes divers et les dotations aux amortissements. Les charges sociales dues par l'exploitant non salarié ne sont pas déduites.

**L'unité de travail annuel non salarié (UTANS)** est le travail agricole effectué au cours d'une année par le chef d'exploitation ou l'associé non salarié, elle correspond à 1 600 heures.

## Que serait le revenu d'une exploitation lorraine sans les aides ?



Source : compte régional

### Pour s'affranchir de la volatilité des cours, l'exploitant dispose de moyens pour sécuriser le prix de vente de ses céréales sur le marché à terme. Voici 2 exemples :

#### La couverture : l'exploitant obtient le prix qu'il a fixé par avance

En avril, l'exploitant vend un contrat à terme de 100t de blé en cours de production au prix de 160 €/t à échéance de 6 mois. Son compte MAT est crédité de 16 000 €.

A échéance :

\* si le cours a diminué à 130 €/t, il vend son blé à sa coopérative (marché physique) 13 000 € et rachète son contrat à terme à 13 000 € ; ce qui lui laisse 3 000 € sur son compte MAT.

Bilan de l'opération : 13 000 + 3 000 = 16 000 €, soit 160 €/t, prix fixé en avril.

\* si le cours a augmenté à 180 €/t, il vend son blé à sa coopérative 18 000 € et rachète son contrat à terme 18 000 € ; son compte MAT présente un solde négatif : - 2 000 €.

Bilan de l'opération : 18 000 - 2 000 € = 16 000 €, soit 160 €/t, prix fixé en avril.

En se positionnant sur le marché à terme, l'exploitant est assuré du prix de vente de sa production, mais renonce à un profit potentiel en cas de hausse du prix.

#### L'option : l'exploitant s'assure d'un prix minimum et peut profiter d'une hausse des cours

En avril, l'exploitant achète une option de vente (ou Put) pour 100t de blé à 160 €/t à une échéance de 6 mois. Le prix de l'option est fixé à 5 €/t. Il acquiert ainsi le droit de vendre un lot dans des conditions prédéfinies (quantité, prix, échéance).

A échéance :

\* si le cours a diminué à 130 €/t, il achète un contrat de 100t de blé à 130 €/t sur le MAT et le revend à 160 €/t, en exerçant son Put. Il réalise une plus-value diminuée du coût du Put. Il vend son blé à sa coopérative à 130 €/t :

Bilan de l'opération : 16 000 - 13 000 - 500 + 13 000 = 15 500 €

\* si le cours a augmenté à 180 €/t, il n'exerce pas son option, et vend son blé à sa coopérative :

Bilan de l'opération : 18 000 - 500 = 17 500 €.

Le recours aux options de vente permet à l'exploitant de s'assurer contre une chute des cours tout en bénéficiant d'une hausse des prix, moyennant le versement d'une prime qui correspond au prix d'achat de l'option de vente.

### Méthodologie :

**Le Réseau d'information comptable agricole (RICA)** est une enquête communautaire dont l'objectif est de fournir des informations sur le fonctionnement technico-économique des exploitations agricoles. Cette opération permet de suivre l'évolution des charges, des résultats et des capitaux engagés dans les exploitations. En France, l'échantillon est d'environ 7 600 moyennes et grandes exploitations. L'échantillon couvre ainsi 95% du potentiel de production nationale. En Lorraine, le suivi est à ce jour réalisé sur 225 exploitations.

### Comptes

Les comptes de l'agriculture sont un prolongement des travaux de comptabilité nationale menés pour l'ensemble de l'économie, en décrivant plus spécifiquement et annuellement l'activité agricole et le revenu qui s'en dégage. Ils valorisent les ressources (valeur des différentes productions et des subventions) et les emplois (valeur des consommations intermédiaires, des charges financières et salariales) selon une démarche macro-économique.

Pour en savoir plus au niveau France : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Publication disponible sur le site internet [www.draaf.lorraine.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.lorraine.agriculture.gouv.fr)

Reproduction autorisée sous mention de la source : Agreste - Draaf Lorraine

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

Service Régional de l'Information Statistique et Économique de Lorraine

76, avenue André Malraux - 57046 METZ Cedex 01  
Tél : 03 55 74 11 70 - Fax : 03 55 74 11 01  
Courriel : [srise.draaf-lorraine@agriculture.gouv.fr](mailto:srise.draaf-lorraine@agriculture.gouv.fr)  
Internet : [draaf.lorraine.agriculture.gouv.fr](http://draaf.lorraine.agriculture.gouv.fr)



Directeur de la publication : Björn DESMET

Rédacteur en chef : Pierre BRUYAS

Rédaction : Sandrine ZORN

Mise en page : Christine PERINI

ISSN : 2117-8895

Décembre 2015